



CSAD de la Haute-Vienne - 13 novembre 2025

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,

Mesdames et Messieurs les membres du CSA,

Nous traversons une période où l'école publique n'a jamais été aussi fragilisée. Partout, les personnels font face à des tensions inédites : certains craquent, d'autres encaissent des violences, beaucoup se sentent seuls et impuissants face à des situations humaines qu'ils n'ont plus les moyens d'accompagner.

Les dépôts relatifs à la santé et à la sécurité au travail augmentent, les arrêts se multiplient... Dans nos écoles, nos collèges, nos lycées, nos services, ce sont les enseignants qui tiennent le fil de la République par la transmission et le savoir.

Ce sont les AESH, en première ligne de l'inclusion, qui permettent à tant d'élèves de rester dans le collectif.

Et autour d'eux, les personnels de vie scolaire, administratifs, de santé, des services sociaux assurent la continuité d'un service public que beaucoup tiennent encore à bout de bras.

Et pourtant, chaque jour, toutes et tous continuent de faire vivre l'école, avec une dignité et un sens du service public qui forcent le respect. Mais le courage individuel ne peut pas compenser les carences structurelles.

Il est temps de réagir : on ne tient plus, on colmate, on répare, et cela ne suffira plus longtemps.

Ce que nous décrivons ici, nous le vivons tous, quel que soit notre métier, notre statut ou notre affectation.

Nous partageons la même fatigue, mais aussi la même fierté d'exercer un métier qui fait vivre la République à hauteur d'enfant.

Et c'est ensemble, en équipe, que nous retrouverons la force d'agir.

En Haute-Vienne, la réalité est connue :

26 146 élèves dans le premier degré, soit 387 de moins que l'an passé ;

25 193 élèves dans le second degré, encore 161 de moins ;

Mais au-delà des chiffres, c'est la cohérence même du service public qui s'effrite.

Les AESH manquent toujours ; ils sont désormais massivement mutualisés, souvent sans formation adaptée et toujours dans l'attente d'un véritable statut. Ils sont eux-mêmes épuisés.

La rectrice l'a reconnu en septembre : « En matière d'inclusion, on marche sur la tête. » Ce constat, nous le partageons.

Les AESH ne demandent pas des privilèges, mais les moyens de bien faire leur métier, la stabilité, la reconnaissance, et une formation digne de ce nom. L'inclusion est une richesse, mais quand elle repose sur des personnels précaires, elle devient une souffrance partagée.

Depuis 2017, huit ministres de l'Éducation nationale se sont succédé : huit discours, huit priorités, aucun cap durable.

Aujourd'hui, M. Édouard Geffray parle de baisse démographique comme s'il s'agissait d'une politique.

Mais l'école ne se gère pas avec des chiffres, elle se gouverne avec du sens.

Ce que nous vivons, c'est l'absence d'une ligne nationale claire, une démoralisation profonde, une impression d'abandon. Et dans ce vide, les populismes prospèrent. Ils prospèrent sur la lassitude, la peur et la colère. Ils prétendent défendre les territoires oubliés, mais leur projet se limite à les dresser les uns contre les autres.

Défendre l'école, ce n'est pas s'en servir : c'est la servir.

Ce que nous défendons, nous, c'est le parcours complet des élèves : de la petite enfance à la formation continue, en passant par la scolarité obligatoire, l'orientation, la formation professionnelle et l'insertion. Parce qu'aujourd'hui, tout se joue dès les premières années : la maîtrise du langage, la confiance, la relation à l'adulte, le sens de l'effort. Et parce que dans un monde où les métiers évoluent plus vite que les programmes, la formation tout au long de la vie devient un pilier de la République.

Une école qui n'apprend plus, qui ne forme plus, finit par reproduire les inégalités qu'elle prétend combattre. Le service public d'éducation SE DOIT d'apporter des réponses concrètes

à tous les profils : les décrocheurs, les migrants, les élèves en situation de handicap, les familles les plus fragiles.

Enfin, vous nous proposez aujourd'hui de faire un bilan des Lignes de Gestion Mobilité et Avancement au niveau départemental et nous vous en remercions. A ce sujet, nous ne pouvons pas passer sous silence le Projet de Loi de Finances 2026, et notamment l'intervention du rapporteur général du budget à l'Assemblée nationale, Philippe Juvin qui avance une mesure aussi radicale que symbolique : le gel des avancements automatiques au sein de la fonction publique d'État.

L'objectif annoncé : freiner la progression mécanique de la masse salariale et dégager jusqu'à 1,4 milliard d'euros d'économies dès 2026.

Concrètement, Philippe Juvin propose de suspendre pendant une année complète le processus d'avancement automatique des agents publics. Cela concernerait à la fois les changements d'échelons et les passages de grades. En pratique, aucun agent ne gagnerait d'ancienneté durant cette période : pas de progression d'échelon, pas de gain de points d'expérience. Tous les changements d'échelons seraient repoussés d'un an.

A l'heure où nous n'avons cessé de répéter que l'Ecole Publique repose et tient sur l'engagement permanent de ses agents, le Gouvernement envisage, une nouvelle fois, de les piétiner en leur refusant l'avancement. Mais jusqu'où ce mépris ira-t-il ?? Ce gouvernement n'aura-t-il jamais conscience que le service Public d'Education dépend aussi de la façon dont sont traités ceux qui le servent quotidiennement ?

Malgré tout cela, l'UNSA Education reste engagée pour le service public !

Je vous remercie de votre attention.